

LES ELECTIONS ISRAËLIENNES

Six mois se sont écoulés depuis les dernières élections en Israël. Il serait temps de faire un premier bilan provisoire de la victoire qui après une traversée du désert de quinze ans, a enfin permis aux Travaillistes d'obtenir la majorité relative et à Itzhak Rabin de former un gouvernement.

Au lendemain de ces consultations la Presse française et certains analystes israéliens ont fait mention d'un véritable bouleversement parlementaire, qui a éliminé la droite du paysage politique israélien.

En fait ce n'est pas le cas. Tout au plus pourrait-on parler d'un léger mouvement de l'électorat vers la gauche social-démocrate, comme le montre une analyse plus approfondie de la distribution des sièges au sein de la nouvelle Knesseth.

Cette illusion a été notamment produite par des changements de dénomination des partis et/ou de leur scission ou fusion en nouvelles formations.

Néanmoins la victoire travailliste a été le symbole d'un nouveau climat, dans la politique israélienne, plus jeune, plus frais, plus ouvert et plus dynamique, bien que la moyenne d'âge des électeurs ayant apporté leur voix à M. Rabin et de ses partis alliés soit plus élevée que celle des électeurs du Likoud.

N'oublions pas non plus qu'une partie des nouvelles voix qui lui ont assuré cette majorité relative est celle des immigrants de l'URSS. Leur venue symbolise un léger changement dans le climat de stagnation qu'avait connu la politique israélienne ces

douze dernières années mais elle s'est surtout manifestée par un renforcement des voix en faveur des partis non-religieux.

Ce climat de fraîcheur et d'optimisme est tout à fait évident pour les visiteurs qui se sont rendus en Israël ces derniers temps, malgré le chômage et la situation économique difficile... Rappelons les chiffres (les sièges dans la Knesseth précédente sont entre parenthèses). Quant au parlement israélien il est formé de 120 députés.

GAUCHE ET GAUCHE-CENTRE

Les Travaillistes ont eu 44 députés (38) et leurs alliés du parti Meretz - centre gauche - (12)

Mais ce parti est composé de l'alliance entre le Mouvement des Droits Civiques (5) le Mapam (3) et le Shinoui (2). Et il y a fort à parier que ceux qui votèrent il y a quatre ans pour le Nouveau Parti Libéral (3) - anciens progressistes - qui n'est plus représenté au Parlement israélien, ont également reporté leurs votes sur le Meretz. Ces quatre formations représentaient à elles seules 13 députés. Or le Meretz n'en a que 12.

Notons également que le Meretz n'est pas une formation de gauche dans le sens où ce terme est compris dans les pays de l'Occident

Les partis qui le composent n'ont en commun que leur lutte pour une séparation de la Synagogue et de l'Etat et un règlement avec les Palestiniens, basé sur un retrait partiel des territoires disputés (mais excluant un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie).

Les gains de ces deux formations, Travaillistes et Meretz ont été au total de 56 députés au lieu de 45, mais ils n'ont pas suffi à former une majorité absolue de 61 sièges. Comme tous les premiers ministres

Israéliens avant lui, M. Rabin a donc dû se résoudre à faire appel à un au moins des partis religieux, le Shass (7 députés, 2 de plus qu'au parlement précédent.) Il jouit aussi de l'appui tacite du parti des Démocrates Arabes (deux députés), représentant les Arabes Israéliens.

La droite nationaliste quant à elle, a obtenu 43 sièges -42 sièges dans le parlement précédent-, 32 pour le Likoud (37) 8 pour le parti Tzometh (2) et 3 pour le parti Moledeth (3).

L'analyse de ces chiffres permet de réaliser que les électeurs ayant voté Likoud dans le passé n'ont fait que reporter leurs voix sur le Tzometh. En revanche il n'y a pas eu de changement dans les opinions de cette partie d'Israéliens qui estiment que la Cisjordanie, doit, soit rester sous contrôle israélien, soit être annexée.

Le phénomène est dû à deux facteurs: D'une part Tzometh représente la droite israélienne laïque, dont les revendications sur la Cisjordanie sont uniquement basées sur des questions de sécurité, sans références à des droits historiques remontant à des temps bibliques et d'autre part à l'irritation de l'électorat de droite contre le Likoud, dont les dissensions internes et l'attitude de partialité et de méfiance à l'égard de M. David Levy. ont exaspéré bon nombre de ses anciens partisans. Un certain nombre d'entre eux ont reporté leur voix sur le Shass (parti sépharade orthodoxe extrémiste) et les autres sur Tzometh.

Quant aux partis religieux, proprement dits, ils ont obtenu, toutes tendances confondues, 16 sièges au lieu de 18 dans le parlement précédent. La cause de cet affaiblissement relatif est le fait qu'il faut désormais 44.000 voix pour faire élire un député et que les Partis religieux étaient morcelés dans la Knesseth précédente en 6 formations, dont deux ont été éliminées faute d'avoir obtenu le pourcentage de 1,5% du total des voix, nécessaire pour l'attribution d'un siège.

Néanmoins l'affaiblissement des partis religieux n'a pas diminué pour autant le rôle-clef qu'ils jouent depuis la création d'Israël dans la constitution des coalitions gouvernementales.

Malgré la victoire travailliste il a été démontré une fois de plus que ...

Ces faits démontrent que depuis plus de quatre décennies, l'équilibre politique israélien n'a pas sensiblement changé. La social-démocratie israélienne a toujours obtenu entre 35% et 40% des voix, la droite conservatrice et nationaliste, un pourcentage à peu près égal, les religieux environ 15%, le P.C. (dont les électeurs sont essentiellement arabes et les partis représentant les citoyens arabes israéliens un peu moins de 4% et le reste est revenu à des petites formations marginales.

Les conséquences de cet état de fait ne se sont pas fait attendre.

Irrité par les prises de position anti-religieuses du leader du Meretz, Mme Shulamith Aloni, qui a obtenu le portefeuille de l'éducation, (fief religieux pendant plus de 15 ans), le parti Shass fait peser la menace constante d'un retrait de la coalition ce qui ôterait à M. Rabin sa majorité actuelle, menacée également par l'impatience croissante du Meretz face au chantage religieux.

En même temps que M. Rabin s'occupe donc des deux grands dossiers de la politique israélienne, l'assainissement de l'économie et le règlement de la question palestinienne, il doit également tenir compte des zizanies entre ses partenaires.

En fait, seule la crainte que M. Rabin ne soit contraint de reformer sa coalition en faisant appel à d'autres partis religieux, actuellement dans l'opposition, empêche le Meretz de quitter le gouvernement.

L'alternative serait soit un nouveau gouvernement d'union nationale, soit une coalition avec la droite laïque excluant totalement les religieux du pouvoir. Mais cela signifierait également une exclusion des Sépharades dont le Shass est malheureusement le seul porte-parole politique.

LE DOSSIER DE LA PAIX

On sait déjà que comparativement à la politique du précédent gouvernement M. Rabin est allé assez loin dans les

concessions accordées aux Palestiniens. Mais malgré le dialogue qui se poursuit depuis plus d'un an avec les négociateurs palestiniens, soit lors des négociations officielles, à Washington soit lors des entretiens discrets que les hommes politiques israéliens entretiennent avec eux, hors du cadre des rencontres bilatérales, ces négociations n'ont pas progressé d'un pouce.

En même temps, sous l'impulsion de diverses organisations palestiniennes du "refus", ainsi que de l'OLP, qui tient à garder l'initiative, l'intifada a pris un autre aspect, bien plus dangereux. Elle n'est certes plus le mouvement de protestation de masse que l'on avait connu, grèves et guerre des pierres, mais en revanche l'usage des armes à feu et des explosifs se multiplie, de même que se sont multipliés les accrochages provoqués par le Hetzbollah au Sud-Liban, sous l'impulsion syrienne. Tout cela entretient un climat d'insecurité et d'irritation

croissante au sein de l'opinion isarélienne, renforce l'intransigeance de la droite et ne pourra que provoquer tôt ou tard le durcissement de la position isarélienne.

Indépendamment du refus de tout accord avec les Israéliens manifesté par les Palestiniens extrémistes et fondamentalistes, la politique palestinienne est également prise au piège du souvenir des combats de guerilleros nationalistes, ceux du FLN algérien et du Vietcong directement inspirés par la stratégie maoïste, consistant à redoubler la violence des affrontements en même temps que se poursuivent les négociations avec, comme objectif, de lasser l'opinion publique chez l'adversaire.

Mais trente ans se sont passés entretemps et, de toute manière les forces isaréliennes ne sont pas à des milliers de kilomètres de leurs bases, comme ce fut le cas pour le contingent français en Algérie ou pour le corps expéditionnaire USA au Vietnam. L'intifada

LEXIQUE DES PARTIS

POLITIQUE

Partis représentant une "majorité gouvernementale relative"

Likoud (32 députés) :

rassemblement des forces issues d'une fusion entre le *Herouth*: expression politique du néo-Irgoun de Menahem Begin et du mouvement révisionniste de Jabotinski; et le *Parti libéral*. Anciens premiers ministres: Begin, Shamir.

Avoda (44 députés):

Parti du travail. Rabin, Premier Ministre. Parti dont le noyau est issu du Mapaï de Ben Gourion et qui était membre de la deuxième Internationale.

Partis de Gauche

Meretz (12 Députés):

rassemblement de gauche de 3 partis représenté au gouvernement:

- le Mapam

dont la force principale est le Kibboutz Artzi;

- le Mouvement des Droits Civiques, de Shulamit Aloni (laïque et féministe, Ministre de l'Education Nationale)

- le Shinoui

changement pour l'adoption d'un scrutin législatif majoritaire, pour un état palestinien en Cis-Jordanie et à Gaza.

Partis d'extrême droite:

Tsomet (8 députés):

"le carrefour", dirigé par l'ancien chef d'Etat Major du Tshal, Raphaël Eytan. Parti laïque, pour l'annexion et la colonisation des Territoires Occupés.

Modelet (3 députés):

parti de "la mère patrie"; pour le "transfert" des palestiniens des Territoires Occupés.

palestinienne a donc pour seul effet de raffermir les craintes israéliennes quant au danger qu'un règlement pourrait faire courir à la sécurité du pays. Face à la menace d'un terrorisme palestinien se poursuivant même en cas de règlement, il n'est pas impossible que M.Yitzhak Rabin, qui n'est pas précisément une colombe, aboutisse à la conclusion que le statu quo actuel est préférable aux incertitudes d'un accord éventuel qu'une partie des organisations palestiniennes récuserait de toute manière en recourant à un terrorisme qui se déroulerait cette fois-ci à l'intérieur des anciennes lignes d'armistice d'avant Juin 1967.

Il ne faut pas oublier non plus les lois ancestrales du marchandage oriental, où Israéliens et arabes sont passés maîtres, et qui sont valables, qu'il s'agisse de négoce ou de politique.

Pour le moment le refus des Palestiniens de répondre aux concessions israéliennes par

des concessions égales, ne met pas en danger la poursuite des négociations. Mais dans une interview accordée au Monde [21 octobre 1992] M.Yitzhak Rabin a souligné que celles-ci doivent procéder "étape par étape" tandis que les "Palestiniens demandent tout, tout de suite" et a rejeté la responsabilité à leur "leadership qui s'est toujours trompé et qui est incapable de prendre une décision".

Les récents entretiens multinationaux, à Paris où les pays arabes (à l'exception de la Syrie et du Liban) ont rencontré la délégation israélienne aux côtés de plusieurs autres pays intéressés au développement régional du Moyen Orient, ont également démontré les divergences entre les points de vue. L'idée de cette négociation multinationale qui date de plusieurs années est de M.Shimon Peres qui s'était inspiré de l'accord de la communauté "Charbon-acier" première étape de la CEE. M.Peres avait affirmé à l'époque que des projets économiques réalisés en commun pourraient plus faire progresser la paix que des

OLITIQUES ISRAËLIENS

Tehiya (pas de députés):

"la renaissance", crée par le physicien Yuval Neeman et la "passionaria" Geoula Cohen.

Pour l'annexion des Territoires Occupés.

Aucune analogie avec le parti turc du même nom.

Partis religieux.

Shas. (6 députés):

représenté au gouvernement par le rabbin Deri, ministre de l'Intérieur. Parti orthodoxe sépharade opposé au *Degel Hatora* ("drapeau de la Thora") du rabbin ashkenaze Shach.

Parti unifié de la thora:

(4 députés:opposition).

rassemblement comprenant le *Degel Hatora*, l'*Agoudat Israël*

(téléguuidé par le Rabbi des Loubavitch de New-York, Menachem Mendel Schneerson) et le parti Moria du rabbin Peretz.

Parti National Religieux : (opposition)

vieux parti sioniste religieux "modéré" devenu annexioniste ultra depuis la Guerre de Six jours.

Rôle important au sein du mouvement des colons "Goush Emounim" ("bloc de la foi").

Partis arabes.

Hadash. "le renouveau"

(communiste, 3 députés).

Essentiellement implanté en secteur arabe: résultat d'une scission du vieux parti communiste judéo-arabe en 1965: le Maki.

Arab Democratic party.

Création récente par l'ancien député arabe travailliste, El Wahab Daraoushi.

KURT NIDERMAIER

traités en bonne et due forme, de même que les accords franco-allemands au lendemain de la seconde guerre mondiale avaient créé une nouvelle ambiance entre la RFA et la France. En revanche selon les pays arabes, y compris l'Égypte aucune coopération multilatérale avec Israël n'est possible avant une paix totale, signifiant notamment l'évacuation de tous les territoires et un règlement de la question palestinienne. Pour le moment donc ces négociations "multilatérales" ne sont que des rencontres de caractère irréel sans aucun résultat tangible.

Il ne faut donc pas se laisser prendre à l'optimisme qui caractérise les déclarations du gouvernement israélien. En fait on est tout aussi loin d'un accord avec les Palestiniens que du temps de M. Shamir. La seule différence entre le début des négociations à Madrid en Octobre 1991 et la situation actuelle est que le gouvernement Rabin jouit d'une image bien plus favorable que celui de M. Shamir. Cela pourrait peut-être convaincre les Palestiniens les plus modérés de ne pas se mettre à dos les États Unis et les gouvernements de l'Occident, d'autant plus que l'opinion internationale se désintéresse désormais de plus en plus de ce conflit..

Tel est l'atout essentiel qui laisse espérer que les négociations pourraient éventuellement aboutir.

Mais une chose est certaine, pour tout ce qui concerne la sécurité israélienne et Jérusalem, le non-possumus de Rabin sera aussi ferme que celui du précédent gouvernement de droite et aussi longtemps que le leadership palestinien continuera d'insister pour obtenir satisfaction sur des dossiers où ces impératifs sont en jeu, on n'aboutira à rien de concret.

LA SITUATION ECONOMIQUE

Pourtant il ne faut pas se faire d'illusion. Le conflit israélo-palestinien en particulier et le conflit israélo-arabe en général n'ont joué qu'un rôle relativement marginal dans les choix de l'électorat israélien.

De même que ce conflit n'a joué aucun rôle dans le processus culturel, économique et social où se forge la nation israélienne, il n'a que très peu infléchi les voix des électeurs.

Ce sont des considérations d'ordre intérieur qui ont joué sur le choix de l'électorat israélien (comme dans toutes les autres consultations israéliennes de ces quarante dernières années). C'est l'exaspération des électeurs face à l'incompétence, voire l'indifférence du Likoud dans la gestion des problèmes économiques qui a déterminé sa défaite et c'est de la réussite ou de l'échec de la manière dont il va résoudre les problèmes du chômage, de l'intégration des nouveaux immigrants et de l'assainissement de l'économie israélienne que M. Rabin joue son avenir.

Certes il a promis de "*changer les priorités nationales*" c'est à dire de consacrer moins de fonds aux implantations en faveur de la création de nouvelles sources d'emploi dans le domaine de l'infrastructure. De plus il jouit désormais du crédit de 10 milliards de dollars accordé par les États-Unis en faveur de l'intégration des nouveaux immigrants, et

enfin de l'appui de la Histadrout qui bien que considérablement affaiblie est un facteur primordial dans tout effort de ce genre.

Dans ce domaine, la lutte active contre le chômage devient le premier ordre des priorités de M. Rabin mais il ne peut être résolu que par le lancement de travaux publics d'une grande ampleur et cela implique le danger d'un processus inflationniste extrêmement menaçant dans une économie aussi fragile que celle d'Israël

Cela d'autant plus que le budget dont près de 60% des rentrées sont destinées à la défense nationale et au service de la dette nationale ne dispose que d'une marge de manoeuvre réduite, moins de 45 milliards de FF, disponibles sur un total de 120 milliards.

Il n'en reste pas moins que malgré l'avis de son ministre des Finances, M. Rabin devra recourir à une politique économique neo-keynesiste, reprenant peut-être à son compte la célèbre phrase du défunt ministre de Finances Pinhas Sapir (travailliste). "*Les générations à venir devront payer pour les dettes contractées.. après tout nous travaillons pour leur avenir*"...

Maurice Polit

Octobre - novembre 1992